

L'économie sociale

Un projet économique et politique...

Ce que nous appelons aujourd'hui économie sociale puise ses racines dans notre histoire ouvrière. Le phénomène des coopératives a en effet vu le jour en Belgique vers les années 1820 sous la forme de simples collaborations entre ouvriers avant d'évoluer progressivement vers des coopératives de consommateurs ou des caisses de crédit coopératif. Toutes ces initiatives avaient pour objectif d'améliorer les conditions d'existence des travailleurs. On avait sans doute là l'émergence d'un secteur informel avant la lettre.

Par la suite, cette économie « sociale » s'est développée en poursuivant deux intentions principales souvent présentes de concert : une socio-économique visant à mettre sur pied des « formes d'activités de production de services permettant la reconstitution d'une économie centrée sur les valeurs sociales » et une socio-politique posant un combat contre les « formes d'échange marchands ou asservis à la puissance publique ». Dans les deux cas, on a

miq ue dominant en ce qu'il conduit, sous la tension contradictoire de la liberté d'entreprendre et de la concurrence et en poursuivant l'objectif unique d'accroissement maximal du profit, à une surexploitation des ressources et à une dégradation de l'environnement.

Appelée aussi « troisième secteur » (par opposition au secteur privé qui vise le profit et au secteur public qui veille à l'intérêt général) ou économie populaire, l'économie sociale permet de circonscrire une réalité économique qui va des coopératives aux mutuelles en passant par les ASBL.

Ce dossier tente modestement de poser un cadre tel que nous le pratiquons à Solidarité Mondiale et dans le mouvement ouvrier du Nord et du Sud en mettant en évidence trois exemples d'activités qui ressortent de ce type de projet économique et politique : un groupement féminin du Mali, une union de mutuelles de santé béninoises et un projet d'insertion professionnelle bruxellois qui fait la part belle aux échanges équitables avec le Sud.



Une alternative de développement



par Ilère Ngongang, WSM Afrique

Par ailleurs, l'environnement socio-économique est caractérisé par l'absence quasi totale d'un système de protection sociale pour les travailleurs du secteur informel, les artisans et les travailleurs ruraux (environ 80 % de la population). Par exemple, sur le plan du risque maladie, en dehors des Caisses nationales de sécurité sociale et autres Caisses de retraite qui sont des organismes étatiques assurant aux travailleurs salariés les prestations d'assurance maladie, très peu de structures prennent en charge la protection contre les risques de maladie. Cet état de chose est lié au trait de l'économie nationale caractérisée par une prépondérance du secteur informel.

C'est dans ce contexte, face à la faillite de l'Etat et du marché, que plusieurs acteurs et mouvements sociaux (syndicats, organisations de paysans, ONG, organisations de femmes et de jeunes, etc.) mènent des actions collectives de lutte contre l'exclusion sociale à travers des stratégies de développement des systèmes de protection sociale à base communautaire. Par exemple, dans le domaine de la santé, à travers les systèmes d'assurance maladie à but non lucratif (mutuelles de santé, autres systèmes d'assurance maladie de type communautaire), mais également dans le domaine de l'accès à l'emploi et aux revenus, à l'éducation, etc. Ces acteurs sont regroupés sous le vocable tiers secteur, économie solidaire, économie sociale ou économie populaire.

Le concept d'économie sociale

Selon le Réseau intercontinental pour l'économie sociale solidaire (RIPESS), l'économie sociale est « un ensemble d'activités économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers des dizaines de milliers de projets dans les pays du Nord comme du Sud. L'économie sociale place la personne humaine au centre du développement économique et social. La solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une

Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les différentes politiques d'ajustement appliquées préalablement et visant à promouvoir les équilibres macro-économiques et la restructuration de l'Etat providence ont eu pour conséquences le développement sans cesse croissant des activités de survie dans le secteur informel, la féminisation de l'emploi dans ce secteur, le désengagement de l'Etat des secteurs sociaux vitaux pour les couches vulnérables et l'exclusion sociale.

nouvelle manière de faire de la politique et d'établir des relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen ».

Selon le Conseil wallon de l'économie sociale, l'économie sociale peut être définie comme « regroupant les activités économiques exercées par des sociétés principalement coopératives, mutualistes, et des associations, dont l'éthique se traduit par les principes suivants : finalité de services aux membres et à la collectivité plutôt que de profit ; autonomie de gestion, processus de gestion démocratique, primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus ». Une des spécificités de l'économie sociale est son ancrage territorial ou culturel et, en ce sens, elle se distingue par son caractère non délocalisable. Cette dernière définition n'est pas la seule, mais est l'une de celles qui a fait le plus d'unanimité et a servi de base à d'autres pays (l'Espagne et le Québec, notamment).

Pour Wereldsolidariteit-Solidarité Mondiale, l'économie sociale, à travers le renforcement du capital social et de la solidarité, est un acteur important envers le développement et l'extension de la protection sociale au profit des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle.

Les réalités de l'économie sociale varient selon qu'on se retrouve dans le Sud ou dans le Nord. Au Nord, l'économie sociale est vue davantage sous l'angle du filet de sécurité sociale pour des personnes exclues de la société. Dans le Sud, l'économie sociale constitue un troisième secteur qui développe des pratiques innovantes dans la production des biens et des services et répond aux besoins et aspirations des membres et de la collectivité, face à la faillite de l'Etat et le marché. Ainsi, l'accès à l'emploi et aux revenus à travers les groupes d'épargne-crédit qui octroient des microcrédits, l'accès à la santé par le développement des mutuelles de santé à base communautaire, l'accès à l'éducation à travers l'alphabétisation fonctionnelle développée au sein de certains groupes, l'accès

à l'alimentation à travers des banques céréalières, etc., permettent d'accéder à des conditions de vie appropriées et de bien-être durables. Parce qu'elle met en œuvre une mobilisation sociale et la promotion de l'intérêt collectif, l'économie sociale est un acteur de changement institutionnel.

C'est ainsi que les actions des mutuelles en Afrique de l'Ouest ont contribué à la création d'un environnement politique favorable aux mutuelles de santé au Sénégal, au Mali, au Bénin et au Burkina Faso. L'intégration du volet « protection sociale » dans les DSRP (Documents stratégiques de réduction de la pauvreté), impulsés par la Banque mondiale, le développement de la Stratégie nationale de protection sociale et un plan national de contractualisation ont permis l'accès à la protection sociale pour tous au Sénégal.

Cependant, l'on observe des dynamiques fortement similaires au Nord et au Sud : la volonté d'apporter des réponses collectives et solidaires, adaptées et choisies aux défis qui se présentent. A l'analyse, il ressort que deux grandes conditions de base favorisent l'émergence de ces initiatives à base communautaire :

- la condition de besoins : les initiatives sont une réponse à des besoins importants ressentis pour un groupe de personnes ; ce besoin, qui peut être la survie, est ressenti comme vital et a une forte dimension économique (Defourmy, 1994¹).
- la condition de cohésion sociale : l'émergence des initiatives à base communautaire est conditionnée par l'identité collective ou la cohésion sociale, ce qui traduit son ancrage territorial ou culturel.

Nous avons vu le contexte dans lequel se sont développées les initiatives d'économie sociale et les enjeux auxquels elles sont confrontées. Beaucoup fondent leur espoir sur les initiatives d'économie sociale qui apparaissent non seulement comme stratégie de survie, mais comme une alternative au capitalisme pour le développement. ■

1 Pour aller plus loin : « L'économie sociale au Nord et au Sud », par J. Defourmy, P. Devoltere et B. Fonteneau, Editions De Boeck, Bruxelles, 1999 et « Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire », par J.N. Chopart, G. Neyret et D. Rault, Editions la Découverte, 2006.

Mali

Sininesigi : Prévoir l'avenir des femmes



par Ilère Ngongang, WSM Afrique

« Les revenus générés par le petit commerce exercé par les femmes avec un faible capital n'arrivaient pas à couvrir les charges du ménage ; en plus, dans la zone de Ségou Coura (Ségou), le nombre de jeunes filles mères et de jeunes filles sans emploi était croissant... » C'est face à ce défi que l'association Sininesigi (qui signifie prévoir l'avenir) fut portée sur les fonts baptismaux par les femmes de Bagadadji, Sommonon Kin, Bamanan Kin avec l'appui d'une ONG nationale, Alphalog, en 1995.

Organisation, structuration et action

L'association compte 42 femmes ; l'adhésion est libre et volontaire. Elle est subordonnée au paiement d'un droit d'adhésion dont le montant est passé en deux ans de 1.000 Fcfa à 5.000 Fcfa¹ par membre.

L'association est dirigée par un bureau composé de 8 membres. Pour le suivi des différentes activités, six comités de gestion ont été mis en place pour chaque section d'activités : section teinture, section transformation, section couture, section tissage, section moulin et section jardin d'enfants.

Sininesigi fonctionne selon le modèle coopératif : les membres mobilisent les moyens pour la production et la commercialisation des biens et services, et assurent la répartition des bénéfices entre elles. Elle mène différentes activités :

• Épargne crédit :

En dehors du fonds de crédit octroyé par Kondo Jigima, l'association a initié un système de tontine (épargne endogène) en son sein. Les membres cotisent mensuellement

Au Mali, et ailleurs en Afrique subsaharienne, le contexte socio-économique reste caractérisé par le désengagement de l'Etat des secteurs sociaux vitaux pour les couches vulnérables et l'exclusion sociale. C'est ainsi que les groupements féminins issus des couches marginalisées sont exclus des systèmes de micro-finance du fait qu'ils ne peuvent satisfaire aux conditionnalités d'octroi de crédit : épargne préalable, exigence de garantie.

5.000 Fcfa par personne ce qui permet de mobiliser 400.000 Fcfa qui est remis à tour de rôle aux membres selon le tirage initial.

• Production :

L'association mène des activités de production dans le domaine de l'artisanat (tissage, teinture, bogolan) et de la transformation agro-alimentaire : transformation / séchage de viande, oignons, fruits et légumes, céréales et fabrication de pâte d'arachide.

• Gestion d'un jardin d'enfants :

Face au problème de garde des enfants qui constituait un facteur limitant la participation des femmes aux activités socio-économiques, Sininesigi a créé un jardin d'enfants avec l'appui de la Mairie et d'Alphalog. Ainsi, les mères peuvent y inscrire leurs enfants en toute quiétude et participer aux activités.

En plus des actions propres au groupe, l'association offre des prestations de services pour



Photo : Solidarité Mondiale

Grâce au programme d'alphabétisation développé à Sininesigi, 20 femmes savent aujourd'hui lire, écrire et participer à la vie sociale.

2 1,00 euro = environ 650 francs CFA et 5.000 francs CFA représentent un peu moins de 8,00 e.



Photo : Solidarité Mondiale

la transformation des céréales, le séchage de l'oignon et de la viande.

Pour la production collective, le groupe adopte la stratégie suivante :

- Mobilisation des ressources propres : chaque membre cotise 250 Fcfa par mois, ce qui permet l'approvisionnement en matières premières ;
- Production collective par toutes les membres et commercialisation par le groupe ;
- Les revenus générés sont reversés dans la caisse du groupe.

Tout membre peut réaliser de la production individuelle (transformation des produits agro-alimentaires) en utilisant les infrastructures et les moyens humains de l'association. La commercialisation est assurée par les membres de Sininesigi à travers les comités de gestion. Les bénéfices de la vente sont répartis selon la clé suivante : 10 % dans la caisse du groupe et 90 % au membre.

Sininesigi bénéficie de l'appui de Kondo Jigima et de l'Union technique de la mutualité (UTM) dans le cadre du Programme d'économie sociale soutenu par Solidarité Mondiale et le Fonds belge de survie (FBS). Ce programme concerne non seulement l'appui à l'organisation et à la structuration, l'octroi de ligne de crédits, l'appui conseil aux microprojets, mais également l'appui à la mise en place de systèmes de micro-assurance santé, l'éducation à la santé et l'alphabetisation.

Un diagnostic préalable a révélé que les actions développées par Sininesigi touchent les différentes dimensions qui caractérisent la pauvreté à savoir le capital social, l'égalité de genre, les capacités économiques, les capacités humaines et les capacités politiques.

Réduction des Iniquités

Sininesigi a contribué à l'amélioration du statut social de la femme à Ségou. De par leur présence à tous les postes de décision au sein l'association, les responsables ont montré les capacités des femmes à pouvoir gérer elles-mêmes des projets communautaires.

L'association développe des activités sociales pour ses membres (assistance des membres lors des événements sociaux) ; celles-ci, en plus du principe de caution solidaire, contribuent au renforcement du capital social communautaire.

Par l'offre de services financiers (microcrédit, épargne), Sininesigi a permis à des femmes initialement exclues du système bancaire d'avoir accès au crédit et de mener des activités génératrices de revenus ; les activités de crédit-épargne couplées aux activités d'éducation ont contribué à promouvoir l'indépendance économique de la femme dans les ménages où elles participent à la prise de décision.

Les services non financiers (formation en gestion, alphabétisation) ont permis de lever un obstacle à la participation des femmes aux activités socio-économiques.

Grâce à la politique de crédit (octroi de crédits sans épargne préalable aux groupes de solidarité), les femmes initialement exclues du système classique mènent des activités économiques qui leur permettent de dégager des bénéfices.

L'association a initié une stratégie de mobili-

42 femmes travaillent de manière permanente au centre de production.

sation des ressources internes qui contribue non seulement à renforcer l'autonomie financière du groupe, mais donne également la possibilité aux membres de renforcer leur capital financier pour les activités génératrices de revenus. En effet, avec le montant collecté au cours d'une séance, la bénéficiaire augmente son stock ; comme le témoignait une des membres : « lorsque vous êtes bénéficiaire de cette tournée, vous devenez la patronne de l'association puisque vous faites travailler tous les autres étant donné que vous déterminez le capital ».

Les différentes activités contribuent également à la création d'emplois ; ainsi, environ 42 femmes travaillent de manière permanente au sein du centre de production et de transformation et du hall d'exposition. Pour les prestations de services, trois personnes (trois hommes !) ont été recrutées à plein temps ; pour la gestion du jardin d'enfants, cinq emplois permanents sont créés.

Développement de synergies

Grâce aux services non financiers développés par Kondo Jigima (principalement dans le domaine de la formation en gestion), les membres du groupe ont acquis une certaine autonomie organisationnelle pour la gestion de leurs activités.

Dans le même sens, il était important de lutter contre l'incapacité financière des membres d'accéder aux services de santé. Des actions de synergie entre initiatives mutualistes et

Témoignages

Mme Bassan SAKO, Vice-présidente de Sininesigi :

« Avant, je faisais du petit commerce, mais j'étais humiliée par les fournisseurs à cause de mon surendettement. Grâce au système d'épargne-crédit que nous avons mis en place avec l'appui de Kondo Jigima, nous bénéficions de crédit dans la plus grande discrétion et le plus grand respect en plus d'une formation de base. L'association a été d'une grande utilité pour moi. Grâce aux prêts, j'ai pu participer aux charges du ménage, contribuer aux frais de scolarité des enfants ce qui a apporté une stabilité au sein de mon ménage. J'ai acheté une machine à coudre pour travailler à la maison la nuit. Certaines d'entre-nous ont même acheté des parcelles de terre dont la mise en valeur a commencé pour d'autres. »

Témoignage d'une autre membre :

« J'étais vendeuse de fruits au marché. Après la mort de mon mari, je me suis retrouvée avec mes 6 enfants. Grâce aux activités de notre association, je peux subvenir aux besoins de mes enfants. »

Bénin

L'union communale des mutuelles de santé de Bembéréké

initiatives d'économie sociale d'une part, et des actions de sensibilisation de l'UTM d'autre part, ont permis à une dizaine de membres d'adhérer à la mutuelle de santé interprofessionnelle de Ségou.

Concernant le renforcement des capacités humaines, Kondo Jigima a démarré depuis 2005 un programme d'alphabétisation. C'est ainsi que 20 femmes de Sininesigi ont été alphabétisées ; elles savent lire et écrire et peuvent participer activement à la vie sociale.

Sininesigi contribue également à la sécurité alimentaire en touchant les dimensions suivantes :

- la disponibilité (production et transformation de produits agro-alimentaires, séchage d'oignons) ;
- l'accès financier (renforcement des capacités financières) ;
- l'accès physique (stockage des céréales, transformation) et
- l'utilisation (adhésion à la mutuelle de santé, actions d'éducation sur la nutrition).

L'association a développé de nombreux partenariats avec différentes ONGs comme Alphalog, DED, CARE MALI, INTERVIDA, mais également avec la Mairie de Ségou.

Développement local : défis et perspectives

Outre l'offre de services aux membres et la défense de leurs intérêts, Sininesigi participe au développement local. Elle est consultée par les structures décentralisées (notamment pour le plan de développement local) et déconcentrées au niveau local. Le jardin d'enfants, mis sur pied dans un second temps, contribue à l'éducation des enfants et à l'épanouissement des femmes (qui libérées de cette contrainte de garde d'enfants, peuvent mener des activités socio-économiques) non seulement pour les membres de l'association, mais également pour les femmes de la zone de Ségou Coura.

En dépit de ses résultats, l'association a encore de nombreux défis à relever à savoir la diversification de la production (notamment la production de beurre de karité), l'acquisition d'autres outils de production (coupeuses d'oignons, séchoirs), la recherche de partenariats sûrs pour la commercialisation des produits et la mutualisation de tous les membres de Sininesigi. De belles initiatives en perspectives... ■



par Ilène Ngongang,
WSM Afrique

Au Bénin, le contexte socio-économique peut être identifié par l'absence quasi totale d'un système de protection sociale pour les travailleurs de l'économie informelle et les travailleurs ruraux (environ 80 % de la population). Par exemple, sur le plan du risque maladie, en dehors de la Caisse nationale de sécurité sociale qui est un organisme étatique assurant aux travailleurs salariés les prestations d'assurance maladie, très peu de structures prennent en charge la protection contre les risques de maladie.

Depuis 2003, le PROM USAF accompagne le développement des mutuelles de santé dans cette commune de 5 arrondissements dans le Nord du Bénin. Grâce à cet accompagnement, 8 mutuelles de santé sont aujourd'hui fonctionnelles dans la commune de Bembéréké.

Cependant, ces mutuelles de santé ne couvrent que les petits risques. Les difficultés récurrentes comme la faiblesse des moyens, la cherté des coûts des soins de santé, la contractualisation avec les prestataires de soins et la limite des risques ont motivé ces mutuelles à se regrouper afin d'être plus



La première édition des « Journées de la Mutualité de Bembéréké » a rassemblé près de 300 personnes.

fortes et pouvoir développer des services communs. Ce processus a abouti à la création de l'Union communale des mutuelles de santé de Bembéréké (UCMSB) qui a été portée sur les fonds baptismaux en février 2005. A ce jour, l'UCMSB compte 1.610 adhérents pour 5.500 bénéficiaires.

L'union a pour objectifs de :

- assurer la représentation de toutes les mutuelles de la commune ;
- gérer les soins hospitaliers pour les mutualistes à l'hôpital de zone de Bembéréké ;
- faire le suivi des mutuelles de santé à la base ;
- organiser et mettre en œuvre l'intermutualité dans la commune ;
- constituer et gérer un fonds de garantie pour les mutuelles de santé de la commune.

Une plus grande accessibilité financière aux services de santé

L'UCMSB est dotée des organes de gestion suivants : le bureau exécutif, la commission de contrôle dont les membres sont issus des mutuelles de santé de base.

En plus de la cotisation à la mutuelle de base, chaque adhérent paie une cotisation de 2.500 Fcfa par an et par famille. Les prestations, qui concernent les soins hospitaliers, sont couvertes à 60 % avec un plafond de 40.000 Fcfa par personne par an.

Les actions développées par l'UCMSB touchent différentes dimensions de la pauvreté à savoir la dimension humaine, la dimension politique, l'égalité de genre et les capacités économiques.

Avec la signature de la convention avec l'hôpital de zone de Bembéréké, l'Union des mutuelles de santé assure non seulement la continuité des soins, mais également la prise en charge des gros risques pour ses membres. Ainsi, au cours de l'année 2006, outre l'augmentation du nombre de cas pris en charge pour les soins primaires par les mutuelles de santé de la commune de Bembéréké, il faut noter que l'élargissement des prestations aux soins hospitaliers s'est renforcé. Ainsi, de 5 cas hospitaliers pris en charge en 2005, l'union est passée à 47 cas hospitaliers pris en charge en 2006.

Avec la mise en œuvre de l'intermutualité, les mutualistes bénéficient des prestations dans toute la commune. Par cette pratique, un mutualiste qui quitte son arrondisse-

ment ou l'aire de compétence de sa mutuelle, peut être pris en charge par une autre mutuelle de l'union. Les compensations financières se font entre mutuelles en fin de période.

Le taux net d'utilisation des services de santé par rapport à la population mutualiste de l'union est de 109,40 % ; ce taux est supérieur à la moyenne nationale qui est de 37 % (en 2005) ; ce qui montre que la mutualité de Bembéréké contribue à une meilleure utilisation des services de santé.

Développement de synergies

L'UCMSB a développé un partenariat avec la Fédération des Mutualités chrétiennes de la province du Luxembourg et avec le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Dans le cadre de ce partenariat, le FNUAP voudrait s'appuyer sur l'UCMSB pour le développement des mutuelles de santé ; pour cela le FNUAP s'engage à former 40 mutualistes sur les techniques de mobilisation sociale et à mettre à la disposition de l'Union des moyens logistiques (5 motos, ordinateurs, photocopieurs).

La première édition des « Journées de la mutualité de Bembéréké » s'est déroulée les 16 et 17 février 2007 et a regroupé près de trois cents personnes recrutant aussi bien les mutualistes, les autorités du Ministère de la santé, les autorités locales, les structures d'appui aux mutuelles de santé que des personnalités extérieures à ladite commune. Ces journées ont été l'occasion pour les mutualistes de mobiliser et sensibiliser les autorités publiques et les populations de la commune sur la problématique de la mutualité.

Grâce aux actions de l'UCMSB dans sa fonction de représentation de « consommateurs de services de santé », on constate une réduction des coûts de prestations. En

effet, la pression sur les prestataires, ainsi que les rencontres périodiques d'évaluation de la collaboration avec l'Union ont contribué non seulement à l'amélioration de la qualité des soins, mais aussi à la réduction des coûts des prestations.

En effet, le coût moyen communal par cas pour les mutuelles de santé est passé de 2.048 Fcfa en 2004 à 1.466 Fcfa en 2006, représentant un taux de réduction de 28,41 %.

Dans le cadre des actions de synergie entre mutuelles de santé et microcrédit, des membres des mutuelles de santé ont bénéficié de microcrédit, ce qui leur a permis de démarrer de petites activités génératrices de revenus et renforcer leur capacité financière.

L'Union des mutuelles de santé de Bembéréké est associée aux activités de développement organisées par les structures décentralisées et les services déconcentrés de l'Etat de la commune de Bembéréké. Elle voudrait se doter d'une unité technique pour l'accompagnement des initiatives mutualistes dans la zone et se fédérer avec d'autres unions du Département de Borgou pour créer une Coordination départementale des mutuelles de santé.

Conclusion

Les expériences de Sininesigi et de l'Union des mutuelles de Bembéréké montrent que l'économie sociale peut constituer une alternative au développement dans les pays de l'Afrique subsaharienne à la condition qu'elle soit intégrée dans une approche plus globale : par exemple, une amélioration d'accès aux services de santé par des efforts dans cette dimension ne peut être durable que s'il y a des améliorations en même temps et dans le même sens dans les autres dimensions. ■



Les membres du bureau de l'Union communale des Mutuelles de santé de Bembéréké.

Nord-Sud, la mondialisation positive...



Par Bernard Goffinet³

Depuis 1998, Cf2m (centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle bruxellois) a développé des activités de réemploi informatique proposant un projet économique liant le Nord et le Sud, la Belgique et l'Afrique. D'abord de manière pilote, aujourd'hui dans le cadre d'une Initiative locale de développement d'emploi (ILDE), ce cadre juridique régional, vise tant le développement de compétences et l'insertion de demandeurs d'emploi peu qualifiés, que, dans notre cas, à favoriser l'accès durable des acteurs sociaux aux technologies de l'information.

Traditionnellement l'économie sociale est chez nous ancrée sur des questions locales, dans un terroir. Mais certaines initiatives, tout en gardant les pieds dans leur jardin, ont mis le nez par delà les frontières. Comment l'économie sociale s'est-elle ouverte sur le monde ? Comment des expériences qui relient préoccupations du Nord et du Sud peuvent-elles s'épauler et enrichir à de nouvelles perspectives et par là même réinterroger nos réalités et activités ?

Ainsi, le projet construit sa propre perspective pour renforcer les potentiels techniques par le réemploi, mais, suscite aussi le développement et la création de projets partenaires économiques, au Sud.

Au stade actuel, trois unités productives ont été créées au Sénégal, une se construit à Kinshasa, une au Niger et des perspectives rapides existent pour le Burundi, le Burkina Faso et le Bénin. A Dakar, le projet le plus ancien, part des besoins des réseaux d'ONG. Notre travail a permis de fédérer et de for-

mer des techniciens du cru, issus de la base, qui entretiennent, distribuent et suivent le matériel importé par l'économie sociale et travaillent les compétences des acteurs populaires. Ils développent leurs actions grâce au gisement technique importé dans une seconde entreprise et à un centre de formation en imprimerie, qui travaille les produits éducatifs (notamment pédagogiques en alphabétisation), mais aussi les compétences graphiques ou le web. Ainsi, un fond technique de l'imprimerie a été rendu possible par l'envoi de matériel d'ateliers de formation professionnelle à Bruxelles.

Liens et articulations

Il est facile d'exporter du matériel dans de nombreux domaines, mais ça ne crée pas nécessairement du développement local, ni des perspectives de consolidation et d'indépendance financières mutuelles. Beaucoup de projets s'arrêtent à des logiques inévitables d'aides.

La perspective que nous défendons est de travailler les besoins du monde éducatif qui ont des difficultés à s'équiper et acquérir les compétences nécessaires au monde du numérique. Pour cela, des règles de partenariat, d'éthique, de réciprocité, de respect de l'environnement sont établies pour que les partenaires travaillent en synergie et confiance. Le Nord, par ses activités de récupération, reconditionnement et vente de matériel informatique, y trouve de l'emploi et des débouchés. Le Sud y crée des réponses à des besoins d'équipement et une auto-

³ Directeur de Cf2m (Entreprise de formation par le travail) et ambassadeur de l'Économie sociale en 2006 auprès du Secrétariat d'État au développement durable et à l'économie sociale.



Photo: Cf2m

Le réemploi, c'est bien vu !



Photo : C2m

nomie financière qui permet à chaque projet d'acquiescer et de fournir les compétences nécessaires au développement de ses ressources.

On sait que les compétences sont réellement plus importantes que le plaisir d'avoir un matériel surgonflé et cher sans appui ni autonomie. Beaucoup de programmes de « lutte contre la fracture numérique » n'investissent en fait vraiment que du matériel. Ainsi tout en répercutant ses marges serrées, l'opérateur du Nord peut assurer des conditions favorables à la création d'unités de services qui restent très accessibles aux réseaux d'opérateurs éducatifs.

C'est sans doute, la première leçon à tirer de l'expérience : l'économie sociale ne peut s'arrêter à la seule vente de matériel, mais a pour vocation de réfléchir – et faire réfléchir – de manière plus large et durable sur la réponse à un besoin. Ce travail sur le besoin nous fait découvrir que là où le marché économique ne voit rien (même si on connaît l'indigence de beaucoup d'ONG locales ou d'écoles), il y a pour ceux qui investissent, des solutions nouvelles et des réponses économiques possibles. Celles-ci innovent souvent en reliant par exemple, les financements de caisses d'épargne de mouvements de femmes, à des unités d'import et des groupements de techniciens populaires issus des ONG... De manière claire, cette

façon d'avancer est aussi productrice de nouveaux besoins, d'accès à de nouvelles activités économiques. Notre projet de réemploi, nous a fait nous intéresser aux déchets électriques et électroniques. Comment parer aux problèmes de l'environnement et de l'informatique ? Cette question a été étudiée et produira sans doute un projet nouveau et complémentaire à Dakar, mais elle nous a aussi mis sur la voie et l'exploration du démantèlement à Bruxelles.

Ce point nous semble important, il y a dans la manière d'envisager l'économie sociale un réservoir important de réponses à construire qui unissent Nord et Sud, économie sociale et économie non formelle (qui elle-même fait survivre 80 % des populations en Afrique). Cette économie sociale n'est ni Nord, ni Sud car elle « co-construit » des réponses plus globales. C'est une forme positive de la mondialisation à un moment où l'économie libérale détruit le tissu social et, où pour survivre, il faut tenter l'aventure difficile de l'immigration.

Il faut encore noter que la réponse à un besoin n'est pas nécessairement sectorielle. Que de fois, au travers du travail de partenariat, ne rencontre-t-on pas une demande autre ? Le réemploi informatique nous a souvent menés à des questions et des terrains plus lointains, comme l'écotourisme,

Il est facile d'exporter du matériel... mais cela ne crée pas nécessairement du développement local...

le développement rural, l'alphabétisation, la gouvernance locale, ... Ces questions ne sont jamais étrangères à notre préoccupation de départ.

Pour une méthode de travail « Nord-Sud »

Il reste que, pour développer une méthode de travail « Nord-Sud », pour exploiter des réponses plus larges, pour favoriser un cadre commun à l'émergence d'unités d'économie sociale au Sud et de projets au Nord, nous devons chercher à organiser une réponse plus commune, structurée et systématique. Nous l'avons appelée « Cluster Nord-Sud ». Il tentera, de manière restreinte d'abord, de construire une plateforme commune aux opérateurs, de favoriser les synergies et de mettre en lumière les effets d'un tel travail.

Cette perspective décloisonne en quelque sorte l'économie sociale de son ancrage. Celle-ci tient aussi beaucoup à la créativité de la société civile du Sud qui amène dans notre secteur des réponses et questions pertinentes. Comment élargir nos perspectives et dilater nos projets à d'autres dimensions concrètes présentes dans le monde en terme de besoins de base que nous ne pouvons pas toujours percevoir localement ? Comment redonner un prolongement plus politique à ces liens de réciprocité que nous tentons d'établir et construire une économie de vrais partenariats sur base de mécanismes d'autofinancements ?

On peut cependant penser que le chemin est encore à tracer... Il n'est pas facile de sortir de la logique d'aide qui domine les relations inégales entre Nord et Sud depuis plus de 40 ans. Il n'est pas toujours facile non plus de sortir des habitudes du Nord, et d'une vision qui isole et saucissonne encore les problématiques. Et on sait que les frontières économiques n'existent plus, sauf comme arguments à faire valoir par les plus forts... ■